

Le 22 mai - Grève dans toute la Fonction Publique : on amplifie la mobilisation !

Les organisations syndicales CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FAFP, FO, FSU, UNSA, SUD-Solidaires appellent tou-te-s les agent-e-s de la Fonction Publique à une nouvelle journée de grève et de manifestation le 22 mai.

Pourquoi faire grève le 22 mai?

► **pour notre pouvoir d'achat !** Entre le gel du point d'indice, la hausse de la CSG et le rétablissement du jour de carence, le gouvernement s'attaque à notre porte-feuille !

► **pour dire non à la précarité et pour défendre le statut de fonctionnaire !** D'un côté le gouvernement supprime 120.000 postes de fonctionnaires, de l'autre côté il annonce vouloir recruter plus de contractuel-le-s. Or l'exemple de l'Education Nationale, où 1 agent-e sur 4 est contractuel-le, montre que les agent-e-s non-titulaires ont bien moins de droits que les fonctionnaires (pas d'accès au paritarisme dans les procédures d'affectation, inégalité salariale, recrutement annuel, pressions au renouvellement...).

Et dans l'Education Nationale, encore des bonnes raisons de faire grève !

► **contre les annonces autoritaires du Ministre en matière de pédagogie** dans le 1er degré (dictée quotidienne, imposition de la méthode syllabique, format de cahier...)

► **contre les réformes du bac et du lycée** (bac à la carte, attaques contre le bac technologique, bouleversement des disciplines...) et **la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université avec Parcours sup' !**

► **contre la future réforme de l'enseignement professionnel** qui devra favoriser l'apprentissage au détriment de l'enseignement professionnel sous statut scolaire afin de donner plus de poids au patronat dans la formation des jeunes travailleurs et travailleuses.

Et dans le 93 ?

Profitons de la grève du 22 mai pour nous réunir en Assemblée Générale de ville et nous organiser pour obtenir les moyens dont nous avons particulièrement besoin :

► **construction de collège à Bobigny** où la politique éducative n'est pas adaptée à la hausse démographique,

► **création de postes d'enseignant-e-s, d'agent-e-s, de personnels médico-sociaux, d'orientation, d'AED et de CPE** (pour rappel aucun poste de CPE n'a été créé à la rentrée 2018 alors que 3 nouveaux collèges ont ouverts),

► **dotation plus importante en heures pour dédoubler les classes et pérenniser les dispositifs spécialisés,**

► **création de postes afin de garantir les remplacements.**

Sélection, inégalités territoriales, tri social, précarisation, casse des statuts, voilà les maîtres mots de la politique gouvernementale. à l'image des cheminot-e-s et du service public ferroviaire, l'éducation nationale et ses personnels sont durement attaqué-e-s. **Notre réponse doit être à la hauteur des enjeux car c'est la notion même de service public qui est menacée.**



Egalité, justice sociale, démocratie : il y a des principes qui deviennent des lieux dans lesquels est ancré le progrès. C'est ce qu'incarne plus que tout l'école publique. Aujourd'hui, plus que jamais, ces lieux sont attaqués. Alors de la maternelle à l'université, rassemblons-nous, convergeons avec les luttes en cours pour le bien commun.

Organisons des zones à défendre, remettons le progrès social au goût du jour !

